



Numéro de la consultation : 2025MA000300

Numéro du Contrat : 2025MA000300

Direction Economie Circulaire

Service : 06 - Service Valorisation Déchets

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Etude comparée sur les organisations de collecte du SPGD : analyse technico-économique, analyse sociologique et enquête auprès des usagers

Table des matières

1.	L'ADEME	3
2.	Contexte et Objectifs	3
3.	PRESTATIONS À REALISER	4
	A. Lot 1 : Etude technico-économique	5
	A.1 Sélection des territoires étudiés	5
	A.2 Organisation technique et moyens humains mis en place	6
	A.3 Analyse des résultats techniques obtenus	7
	A.4 Analyse économique	7
	A.5 Conclusions et préconisations	8
	B. Lot 2 : Analyse sociologique et enquête auprès des collectivités et des usagers	9
	B.1 Analyse bibliographique	10
	B.2 Enquêtes	10
	B.3 Conclusions et préconisations	10
4.	ORGANISATION ET MODE DE SUIVI DE LA PRESTATION	11
	A. Durée du marché	11
	B. Encadrement et suivi des prestations	11
	C. Calendrier prévisionnel de réalisation	11
	D. Livrables attendus	12
	E. Eco responsabilité de la présentation de l'offre et de la prestation	12

1. L'ADEME

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère en charge de l'environnement, du ministère en charge de l'énergie et du ministère en charge de la recherche.

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Contexte

La France s'est fixé des objectifs de réduction du recours au stockage et de la production de DMA et d'amélioration de la valorisation matière.

Si au niveau national, les résultats des dernières années sont juste sur la trajectoire permettant à la France d'atteindre ces objectifs, au niveau local, des territoires atteignent d'excellents résultats (réduction OMR, amélioration valorisation tout en maîtrisant les coûts) quand d'autres sont à des niveaux de production très importants.

L'Agence souhaite avec cette étude mettre en évidence les leviers techniques et organisationnels permettant à une collectivité exerçant la compétence déchets d'améliorer significativement ses résultats, notamment en baissant la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMR) par habitant. Les collectivités en tarification incitative sont exclues du périmètre de cette étude.

Cette réflexion sera menée par typologie d'habitat. En effet, les collectivités urbaines et rurales, par exemple, n'ont pas les mêmes possibilités d'organisation, ni la même « sociologie ».

L'étude permettra d'obtenir des données :

- sur l'organisation des collectivités performantes (critères à définir : OMR, DMA, coût, taux de valorisation ...) ;
- sur ce qui les distingue des collectivités les moins performantes permettant d'en déduire les leviers techniques, économiques et sociaux qui favorisent le geste de tri et la qualité du flux ;
- sur l'appropriation par les habitants des enjeux liés aux déchets (réduction, tri, ...) et sur leurs pratiques.

Objectifs

Compte tenu des objectifs rappelés ci-dessus, la présente étude vise à :

1. Réaliser une analyse technico-économique des pratiques et des organisations mises des collectivités les plus performantes comparées aux collectivités les moins performantes – Lot 1.
2. Analyser la sociologie des territoires et étudier l'appropriation par les usagers des enjeux liés aux déchets (réduction, tri, ...) et leurs pratiques – Lot 2.

Plus précisément, il s'agira de :

- Proposer des critères pour déterminer quelles sont les collectivités les plus performantes et les moins performantes au titre de cette étude ;
- Proposer une liste de 40 collectivités à étudier au regard des critères précédents et de la connaissance des actions mises en œuvre. Autant que possible, les collectivités les plus performantes auront mis en place des changements récemment ;
- Sur ces territoires, analyser les données disponibles au sein de l'ADEME et collecter les données complémentaires nécessaires pour :
 - o Décrire les dispositifs techniques et/ou organisationnels mis en œuvre et analyser les résultats obtenus
 - o Analyser la politique « déchets » menée depuis une dizaine d'années (voire plus si données disponibles)
 - o Analyser les coûts de la mise en place de la nouvelle organisation (investissements matériels, moyens humains (nombre en plus des coûts), dépenses de communication, ...) et les impacts économiques sur le SPGD
- Analyser le profil « sociologique » des territoires étudiés sur la base de données existantes (INSEE...): âge, catégories socio professionnelles, emploi, revenus, habitat, taux de propriétaires, ancienneté des habitants dans le territoire, ...
- Etudier l'appropriation par les usagers des enjeux liés aux déchets (réduction, tri, ...) et leurs pratiques (qualitative et quantitative) sur les territoires étudiés
- Etudier les aspects d'équité/iniquité sociale selon des situations particulières de citoyens et les réponses apportées par les collectivités
- Identifier les freins et leviers en vue de faire évoluer les organisations vers les modèles les plus « performants »
- Analyser la reproductibilité des modifications d'organisation.

Le prestataire capitalisera l'ensemble des données dont l'ADEME dispose (notamment par le biais des enquêtes « Collecte », des Matrices des Coûts et d'études antérieures) ainsi que les données publiques issues d'autres sources. Si des données sont manquantes, le prestataire enquêtera les collectivités pour compléter les informations demandées.

Le prestataire aura la charge de la réalisation des études, du traitement statistique de l'ensemble des données, du traitement des questions ouvertes dans les enquêtes, du rapport d'analyse des résultats, de la mise en forme des résultats, de la rédaction de fiches retours d'expérience et de la synthèse.

3. PRESTATIONS À REALISER

PERIMETRE

Les prestations sont réparties en deux lots et portent sur l'étude comparée des organisations de collecte les plus et les moins « performantes ».

En cas de prestataires différents pour les différents lots, chaque titulaire devra connaître le cahier des charges de chaque lot, même s'il n'en est pas l'exécutant.

A. Lot 1 : Etude technico-économique

A.1 Sélection des territoires étudiés

Le titulaire devra proposer des critères et des seuils permettant de déterminer quelles collectivités seront intégrés à la présente étude.

L'objectif est de travailler sur une trentaine de territoires performants ayant mis en place des optimisations de collecte récentes. Ils seront comparés à une dizaine de territoires moins performants.

Il est attendu du titulaire une proposition de davantage de territoires afin de permettre aux comités techniques et de pilotage de statuer sur les territoires retenus.

Les organisations étudiées pourront être :

- Réduction de fréquence OMR,
- Inversion de fréquence de collecte OMR / emballages,
- Inversion de mode de collecte OMR (en AV) / emballages (en PAP) ,
- Passage en AV de tous les flux,
- Collecte OMR en sacs transparents, associée ou non à une des organisations précédentes
- ...

Il est rappelé que les collectivités en tarification incitative sont exclues du périmètre de cette étude.

Cette liste n'est pas exhaustive et il est attendu du candidat qu'il la complète le cas échéant dans son offre.

Les territoires proposés devront autant que possible se situer dans des régions différentes et représenter différentes typologies d'habitat.

L'ADEME communiquera au titulaire retenu :

- les données des enquêtes collecte 2023 et antérieures saisies dans SINOE® Déchets (années impaires pour toutes les régions ; dans certaines régions, plus d'années peuvent être disponibles)
- la liste des collectivités ayant reçu une subvention d'étude ou d'investissement pour la mise en œuvre d'une optimisation de collecte.

Il est attendu du titulaire qu'il s'appuie également sur sa propre connaissance de retours d'expérience pour être force de proposition sur les territoires à intégrer à l'étude.

Les directions régionales de l'ADEME ainsi que des partenaires externes pourront également être sollicités pour enrichir la proposition.

Pour chacune des collectivités proposées, le titulaire devrait préciser :

- Nom complet, coordonnées, interlocuteur (données SINOE® Déchets, à actualiser le cas échéant),
- Compétence(s) déchets exercée(s) par la collectivité,
- Typologie (urbain, rural, mixte, touristique) : source SINOE® Déchets,
- Population : source SINOE® Déchets,
- Ratio de production de déchets par flux sur période pertinente au regard de l'optimisation mise en place,
- Le cas échéant, descriptif succinct de l'optimisation mise en place,
- Le cas échéant, année de mise en œuvre de l'optimisation étudiée,
- Mode de financement mis en place (TEOM, RS, REOM),
- Connaissance des coûts / Matrice des coûts validée (année(s), ...),

Dans son offre, le candidat proposera des sources complémentaires ou des méthodes de recherche qu'il compte utiliser.

Après avoir recueilli l'avis du titulaire du lot 2 sur celle-ci, une liste de plus de 30 territoires performants et de plus de 10 territoires moins performants avec une proposition de hiérarchisation du titulaire sera soumise au COPIL pour décision.

Le prestataire devra à la fin de cette phase communiquer la liste des collectivités retenues au titulaire du lot 2.

Cette liste devra être validée dans un délai de 2 mois à compter de la notification du marché.

Dans la suite de ce cahier des charges, les informations demandées concernent, de façon générale, à la fois les collectivités les plus et les moins performantes. Cependant, il est probable que les collectivités les moins performantes n'aient pas mené de modification récente du service ou qu'elles soient de moindre ampleur. Certaines demandes ne seront donc pas pertinentes dans ce cas de figure.

A.2 Organisation technique et moyens humains mis en place

Pour chacune des collectivités, le prestataire détaillera :

a) L'organisation technique :

- L'historique de la mise en œuvre de l'organisation de collecte : réalisation d'études préalables, expérimentations menées au préalable - en précisant les modalités de ces expérimentations (typologie du territoire pilote, nombre de foyers concernés, durée...) et les principaux résultats obtenus ;
- Le calendrier de déploiement ;
- La description détaillée du service mis en place sur l'ensemble du SPGD ;
- Dans le cas où l'organisation de collecte diffère selon le quartier, la commune, etc... ces différentes organisations doivent être décrites, en détaillant les raisons du choix d'organisation.
- Le matériel de pré-collecte et de collecte (nature, volume, entretien, renouvellement, type de benne, contrôle d'accès...) ;
- Les fréquences de collecte (et s'il existe des variations saisonnières d'organisation),
- Les consignes de tri pour les différentes collectes séparées,
- Le cas échéant, le nombre d'habitants moyens desservis par PAV et, si définie, la « zone de chalandise » moyenne des PAV (rayon exprimé en m) ;
- Le périmètre du SPGD : limite de collecte des usagers non ménagers par la collectivité, service(s) proposé(s) aux non-ménages ;
- Chaque fois que disponible, les résultats complets et détaillés des éventuelles caractérisations locales effectuées avant et après la réorganisation du service et notamment les compositions des flux OMR et autre(s) flux le cas échéant. En ce sens, le prestataire recueillera :
 - Les rapports finaux détaillant les plans de prélèvements mis en œuvre ainsi que les méthodes de constitution des échantillons et de tri appliqué ;
 - Les grilles et catalogues de tri utilisés ;
 - Les résultats détaillés des analyses avant et après mise en place de la nouvelle organisation

b) Les moyens humains dédiés

Les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle organisation puis à sa gestion quotidienne ainsi qu'à la communication doivent être détaillés pour chacune des collectivités.

c) Communication

Les actions de communication et de sensibilisation qui ont accompagné la mise en place et le bon fonctionnement de la nouvelle organisation sont à détailler. Le titulaire profitera de l'échange avec la collectivité pour récupérer, si possible, les outils de communication réalisés (brochures, guide du tri...).

d) Actions de prévention des déchets mises en place

Le prestataire recherchera et analysera les actions de prévention mises en place par les collectivités pour réduire les déchets à collecter. La période analysée concernera l'accompagnement à la mise en place de la nouvelle organisation mais également l'historique, considérant que tout le travail réalisé en amont a pu préparer les usagers et favoriser la réussite de l'appropriation de la nouvelle organisation par les usagers.

e) Actions mises en place pour gérer les iniquités

Le prestataire recherchera si les collectivités ont établi des plans d'action pour identifier et palier aux iniquités liées à la mise en place de la nouvelle organisation – ex : famille avec enfants en bas âge si réduction de fréquence, personnes à mobilité réduite si PAV, ...

A.3 Analyse des résultats techniques obtenus

Le titulaire s'efforcera de recueillir les informations lui permettant d'accéder aux analyses suivantes :

- L'évolution des ratios collectés tous flux et par flux (OMR, emballages / papiers, déchèteries, biodéchets si collectés séparément, ...) en kg/hab/an (avant et après mise en place de la nouvelle organisation), disponibles dans SINOE® ou auprès de la collectivité si la mise œuvre de la nouvelle organisation est postérieure à 2023 ;
- L'évolution de l'utilisation du service (si mesurés, levées de bacs et apports en AV, visites en déchèteries, ...) ;
- L'évolution des moyens humains et matériels nécessaires au fonctionnement du service ;

Ces analyses devront permettre d'identifier les impacts différenciés par type d'organisation (réduction de fréquence, inversion de fréquences, ...).

A.4 Analyse économique

Les analyses économiques produites se baseront sur les données les plus récentes possibles. Autant que possible le prestataire s'appuiera sur les matrices des coûts disponibles dans SINOE®. Dans le cas contraire, le candidat indiquera dans sa note méthodologique la méthode proposée pour assurer la comparabilité des données économiques collectées et analysées. En particulier, pour prendre en compte les règles comptables pouvant différer d'une collectivité à l'autre. Le prestataire devra aller recueillir les données économiques des collectivités ne renseignant pas leur matrice des coûts.

a) Les coûts de mise en place de la nouvelle organisation

Un changement d'organisation peut nécessiter un certain nombre de travaux entraînant des dépenses en matériel, en personnel et/ou des prestations. Ainsi, la collectivité va devoir communiquer sur le projet, réaliser des investissements, etc.

- Le titulaire sera donc chargé d'identifier et de quantifier ces coûts de façon exhaustive qu'ils soient matériels ou humains, internes ou externes. Le titulaire présentera les coûts selon les différents types de travaux réalisés lors de la mise en place de la nouvelle organisation par les collectivités. On distinguera ainsi a minima les « étapes » d'études, de communication, de mise en place de nouveau matériel, etc.
- Le titulaire comparera les coûts constatés par les collectivités en fonction : du niveau de service proposé et des typologies d'habitat.

b) Les coûts de fonctionnement de la nouvelle organisation

Au-delà des coûts de mise en place, de nouveaux coûts de fonctionnement peuvent apparaître. Le titulaire sera donc chargé d'identifier et de quantifier ces coûts de façon exhaustive, en les différenciant par étape technique (communication, pré-collecte, collecte, (le cas échéant transfert / transport), traitement).

- Ici encore, le titulaire sera chargé de quantifier ces coûts de façon exhaustive qu'ils soient matériels ou humains, internes ou externes en les distinguant par étapes techniques
- Il réalisera des comparaisons pour chaque étape technique (pré-collecte, collecte, traitement...) avant et après la mise en place de la nouvelle organisation.

c) Les évolutions induites par la nouvelle organisation sur le budget du SPGD

La mise en place d'une nouvelle organisation va impacter l'économie du SPGD en termes de coût du service.

Le titulaire devra analyser l'ensemble des impacts du point de vue économique pour la collectivité, avec notamment :

- le coût global SPGD tous flux complet et aidé
- Le suivi de l'évolution des charges (et recettes éventuelles) de collecte (tous flux et par flux) ;
- Le suivi de l'évolution des charges et recettes de traitement, en identifiant le cas échéant l'impact d'un changement de mode de traitement.

Le titulaire tachera, dans la mesure du possible, d'isoler l'effet des éléments extérieurs à la mise en œuvre de la nouvelle organisation impactant l'économie du SPGD (comme l'augmentation de la TGAP ou de nouvelles contraintes réglementaires nécessitant des investissements). Il intégrera les différentes variables explicatives de l'évolution de l'économie du service pour tenter de faire apparaître la part des évolutions qui peuvent être directement attribuées à la nouvelle organisation.

A.5 Avis sur les questionnaires d'enquête du lot 2

Au cours de la prestation, le titulaire du lot 1 devra donner son avis sur les questionnaires d'enquête établis par le titulaire du lot 2.

A.6 Conclusions et préconisations

À l'issue des analyses des résultats chiffrés obtenus, des moyens humains et techniques mis en place par les collectivités et des mesures d'accompagnement déployées, le titulaire conclura sur les gains imputables à chaque typologie d'organisation étudiée. Ces conclusions seront mises en perspective par les conditions préalables à la mise en place de nouvelles organisations, **prenant en compte également les conclusions du lot 2**. Celles-ci pourront être exprimées sous forme de freins et leviers ou encore de matrice AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces). Quand cela sera opportun, des préconisations sur la gestion des iniquités sociales seront également formulées.

Ces conclusions intégreront l'analyse de la reproductibilité des organisations mises en place.

Le titulaire du lot 1 devra transmettre le rapport final pour relecture et avis au titulaire du lot 2 afin que celui-ci confirme la bonne intégration de ses travaux.

Dans son offre, le candidat décrira d'une façon détaillée la méthodologie et les moyens qu'il prévoit de mettre en œuvre pour la réalisation de l'étude technico-économique. Le choix de la méthodologie pour obtenir les éventuelles informations manquantes (enquête par courriel, entretiens téléphoniques, relances, échanges post-entretien pour valider et compléter les informations, autres, ...) est laissé au candidat. Le candidat devra préciser dans son offre les modalités de réalisation des entretiens et/ou des enquêtes qu'il retient en justifiant son choix.

D'une manière générale, dans son offre, le candidat proposera un élargissement des données pertinentes à intégrer à l'étude.

B. Lot 2 : Analyse sociologique et enquête auprès des collectivités et des usagers

Au-delà de l'impact de l'organisation du service sur les performances, l'ADEME s'interroge sur le poids de la sociologie d'un territoire et de l'appropriation des enjeux liés aux déchets sur les pratiques des usagers.

En effet, un même niveau de service ne permet pas d'avoir systématiquement les mêmes résultats. L'explication des écarts est donc à rechercher ailleurs et notamment dans la dimension sociale du territoire.

Une analyse sera menée afin d'évaluer le lien entre les performances d'un territoire et :

- La sociologie du territoire (pour les ménages : âge, composition des foyers, CSP, revenus, ... pour les activités économiques : volume, typologie, ...),
- Le degré d'appropriation des enjeux liés aux déchets par les usagers,
- Les pratiques des usagers.

Il s'agira entre autres de répondre aux questionnements suivants :

- Quels sont les enjeux liés aux déchets identifiés par les usagers, sur les dimensions prévention et valorisation ?
- Quelle perception les usagers ont-ils du service rendu ?
- Connaissent-ils les solutions mises à leur disposition par la collectivité ? Les utilisent-ils ?
- S'agissant d'un flux très pondéreux, quelles sont les pratiques de tri des biodéchets (principalement déchets alimentaires) des usagers ?
- Quels sont les freins et leviers à la mise en place de pratiques permettant la réduction des déchets à la source et un meilleur geste de tri ?
- Pour les usagers concernés par une évolution d'organisation, quelle(s) nouvelle(s) pratique(s) ont-ils mis en œuvre ?
- Quel message de communication et par quel vecteur a favorisé leur changement de pratique ?

L'ADEME souhaite également interroger les collectivités (élus et techniciens) pour identifier les freins et leviers qui se situent au niveau de la prise de décisions.

Les résultats attendus sont, à partir des résultats de l'analyse de données et des enquêtes :

- Mieux connaître les critères psycho-sociaux qui peuvent influencer sur les gestes de prévention et de tri
- Cibler les bonnes pratiques en termes de communication et d'actions mises en place par les collectivités pour faire adopter aux usagers les bonnes pratiques ;
- Disposer d'éléments permettant de favoriser la mise en place par les collectivités d'organisations permettant de diminuer les quantités de déchets résiduels et améliorer la valorisation, y compris dans le déclenchement de la décision politique.
- Identifier le cas échéant l'organisation de service la mieux adaptée en fonction de la sociologie de territoire.

Périmètre de l'étude :

L'analyse sociologique et le questionnaire des collectivités devront être réalisés indépendamment pour chaque territoire étudié par le lot 1.

L'enquête quantitative sera réalisée sur 2 échantillons :

- Un échantillon représentatif des usagers des territoires les plus performants étudié par le lot 1,
- Un échantillon représentatif des usagers des territoires les moins performants étudié par le lot 1.

B.1 Avis sur la sélection des collectivités à étudier

Le titulaire du lot 1 est chargé d'établir la liste des collectivités à étudier dans le cadre de cette prestation. Le titulaire du lot 2 sera consulté pour avis sur cette liste.

B.2 Analyse bibliographique

Avant la réalisation des enquêtes, le titulaire réalisera :

- Une analyse des données sociologiques disponibles pour chaque territoire (INSEE notamment)
- Un état de l'art des études / publications existantes ayant une approche sociologique de la gestion des déchets des ménages. Le titulaire s'appuiera essentiellement sur des études en France, et en cas de manque de référence il pourra étendre à l'Europe.
Le prestataire en fera ressortir les messages clés et pourra s'en servir afin de construire le questionnaire de l'enquête.

B.3 Enquêtes

a) Enquête auprès des usagers

L'objectif de cette enquête est de comprendre, par une approche psychosociologique et sociologique, les pratiques des usagers en ce qui concerne la gestion de leurs déchets. Le titulaire identifiera les freins et leviers potentiels à la mise en place de comportements favorables à la réduction et à la valorisation des déchets.

L'enquête sera réalisée sur 2 échantillons :

- Un échantillon représentatif des usagers des territoires les plus performants étudié par le lot 1,
- Un échantillon représentatif des usagers des territoires les moins performants étudié par le lot 1.

La durée de l'enquête n'excèdera pas 15 minutes.

b) Enquête auprès des collectivités

Dans cette étude comparée entre territoires plus ou moins performants, l'enjeu sera de pouvoir identifier des différences significatives dans les positionnements politiques et comment cela se traduit en termes décisionnels.

Plus précisément, il s'agira de comprendre pour quelles raisons des collectivités engagent des « chantiers » ambitieux sur la prévention et la valorisation des déchets.

Il est attendu du prestataire qu'il interroge au sein d'une même collectivité un élu et un technicien.

Cependant, la réalisation de cette enquête sera probablement affectée par les élections municipales 2026 qui induiront probablement des changements d'élus. Dans les collectivités concernées, le titulaire proposera une adaptation de la stratégie de recrutement.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché devra :

- Proposer les questionnaires qui seront soumis pour avis au titulaire du lot 1 et validés par le COPIL ;
- Mettre en place le dispositif d'enquête (dimensionnement, définition de panel, réalisation de l'enquête, ...);
- Traiter les données recueillies.

Dans son offre, le candidat présentera le protocole de l'enquête qui lui semble le plus approprié ainsi que les modalités de recrutement. Ils indiqueront le nombre de personnes qui seront enquêtées, les quotas et les critères de recrutement.

B.4 Conclusions et préconisations

À l'issue des enquêtes, le titulaire réalisera une analyse des réponses et mettra en évidence les freins et leviers identifiés à la réduction et à la valorisation des déchets. Le titulaire fera des préconisations pour favoriser l'évolution des pratiques. Le titulaire en s'appuyant sur les résultats de l'étude, proposera également des axes de communication, sensibilisation et éléments de langage à utiliser dans les outils de la collectivité, vers le grand public ou en interne collectivité.

Ces conclusions seront transmises au titulaire du lot 1 pour intégration dans son rapport final. Le titulaire du lot 2 devra relire le rapport du lot 1 pour valider la bonne intégration de ses travaux.

4. ORGANISATION ET MODE DE SUIVI DE LA PRESTATION

A. Durée du marché

La durée totale du marché est de 15 mois à la date de notification du marché.

B. Encadrement et suivi des prestations

Le suivi de la prestation sera effectué par le Service Valorisation des Déchets de l'ADEME.

L'ADEME constituera également un COPIL (comité de pilotage) et un groupe « miroir » avec les collectivités étudiées.

Au lancement de la prestation, un COPIL sera organisé pour que toutes les parties se rencontrent et précisent les résultats attendus.

Les réunions de lancement et de restitution avec le COPIL se tiendront en présentiel sur le site de l'ADEME à Angers. Les réunions intermédiaires pourront se tenir en visioconférence.

Le titulaire de chaque lot doit prévoir a minima les réunions suivantes :

- 1^{ère} réunion : lancement COPIL avec les titulaires des deux lots et l'ADEME
- 2^{ème} réunion : présentation de l'étude aux collectivités recrutées ou pressenties
- 3^{ème} réunion : réunion d'avancement COPIL (validation des méthodologies et premiers résultats, validation du questionnaire d'enquête, etc.)
- 4^{ème} réunion : réunion avancement groupe collectivités
- 5^{ème} réunion : restitution des résultats COPIL
- 6^{ème} réunion : restitution des résultats groupe collectivités

Soit un total de 6 réunions sur la durée du marché.

Avant chaque réunion, un document de préparation de la réunion (ordre du jour minuté) et de description de l'avancée des travaux (sous format Power Point) sera remis par courriel au comité de pilotage au moins 7 jours avant la tenue de la réunion. Les documents préparatoires doivent être au préalable validés par l'ADEME. Il est précisé que pour chacune de ces réunions, la présentation devra être faite par les personnes ayant réalisé et participé à l'étude.

Chacune des réunions devra être menée avec un support PowerPoint des principaux éléments d'avancée et pour la restitution finale de l'étude.

Le prestataire aura la charge de la rédaction des relevés de décisions des réunions qui devront être soumis pour validation à l'ADEME dans un délai de 7 jours après chaque réunion.

Des échanges réguliers par mail, visio ou téléphone seront à prévoir pour nous informer de l'état d'avancement des missions.

C. Calendrier prévisionnel de réalisation

En fonction de la date de notification du marché, ce planning sera ajusté.

Dans son offre, le candidat présentera et argumentera un planning prévisionnel détaillé de la réalisation des prestations. Ce planning devra faire apparaître les délais prévisionnels de toutes les étapes, les dates des réunions et les dates de remise des rapports intermédiaires et du rapport final.

Les délais proposés devront être réalistes et cohérents avec les objectifs fixés.

D. Livrables attendus

Un rapport intermédiaire du lot 1 : étude technico-économique :

- Liste définitive des collectivités enquêtées et descriptif succinct de chacune (performances clés, organisation actuelle, évolution mise en place et principaux résultats obtenus, ...)
- Protocole de traitement des données envisagé (bilan du prétraitement des données collectées, compatibilité des données avec les analyses envisagées et analyses complémentaires pertinentes).

Un rapport intermédiaire du lot 2 : analyse sociologique et enquête usagers :

- Synthèse de l'étude bibliographique (messages clés) 4 pages maxi
- Le questionnaire de l'enquête quantitative usagers
- La grille d'entretien collectivités (élu/technicien)
- La méthodologie de la conduite des enquêtes
- Protocole de traitement des données envisagé (bilan du prétraitement des données collectées, compatibilité des données avec les analyses envisagées et analyses complémentaires pertinentes)

Un rapport final pour chaque lot comprenant l'ensemble des prestations réalisées, incluant :

- Un résumé de l'étude (4 pages)
- Les éléments des rapports intermédiaires
- Les résultats et analyses des données et enquêtes
- Les préconisations issues des analyses pour favoriser le déploiement d'organisations favorisant la prévention et la valorisation des déchets
- Pour le lot 1 : 5 fiches retour d'expérience des collectivités choisi parmi les 30 collectivités les plus performantes (2 pages par collectivité). Les fiches seront selon le modèle ADEME qui sera transmis au titulaire.
- Le questionnaire des enquêtes
- Les données brutes des enquêtes (Excel ou SPSS)

Avec le rapport final, une synthèse pour chaque lot (15 pages maximum) reprenant les éléments de contexte et enjeux, la méthodologie utilisée, le déroulement des étapes et les principaux résultats. Elle sera diffusable indépendamment du rapport final.

Pour chaque lot, un support de présentation de l'étude sous format Powerpoint des principaux résultats, illustré et synthétique (maximum 10 slides). Ce support est en plus du PowerPoint de la réunion de restitution finale.

Tous les rapports seront remis en format informatique lisible par les logiciels courants du type Word, Power point, ainsi que les données brutes et les tris croisés au format Excel et SPSS.

L'ensemble des livrables (word et powerpoint) doit respecter la charte graphique ADEME qui sera transmise au prestataire après notification. En cas de changement de la charte graphique en cours de marché, le prestataire devra rendre les livrables mis en forme selon la version la plus récente de la charte.

E. Eco responsabilité de la présentation de l'offre et de la prestation

Pour chacun des lots, les prestataires retenus devront lors de leurs déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour se rendre aux réunions objet de la présente mission utiliser en priorité les transports collectifs (train, bus...) ou les transports doux.

Les prestataires retenus fourniront à l'ADEME les critères d'éco-responsabilité qu'ils comptent mettre en œuvre lors de la réalisation de leur prestation, et ils devront les justifier.

Ils pourront s'inspirer des pratiques éco-responsables auxquelles l'ADEME adhère (<https://presse.ademe.fr/2018/12/pratiques-ecoresponsables-lademe-rejoint-le-reseau-de-partenaires-decofrugal.html>)